



# DÉSERTIFICATION

LA LIGNE DE FRONT INVISIBLE



# DES OPTIONS QUI S'AMENUISENT ET DES RÉPERCUSSIONS MONDIALES

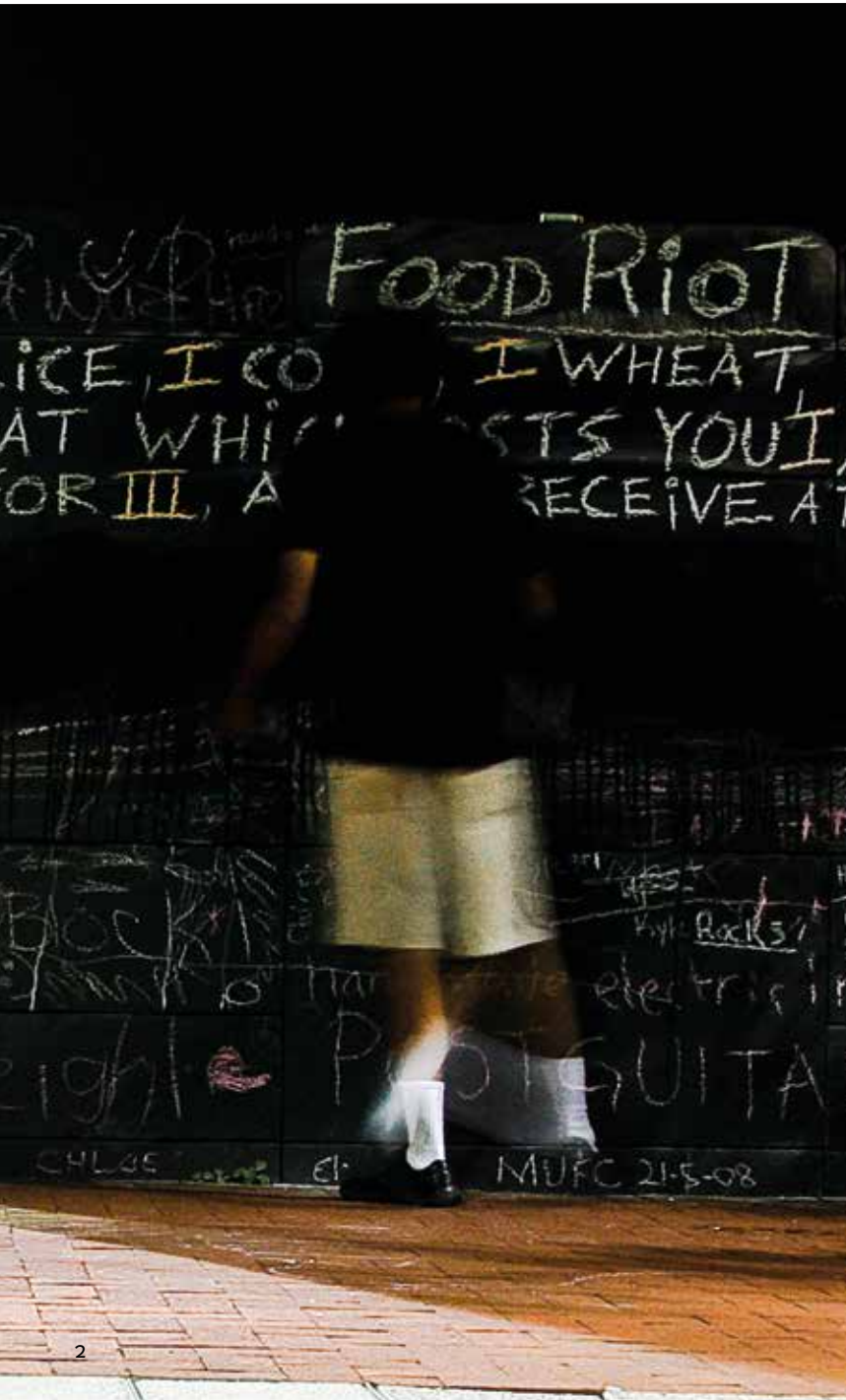
Fuir ou se battre ? Tel est le choix difficile auquel est constamment confrontée Maria, mère célibataire originaire de Bangalala, dans la région centrale de Tanzanie. Sa décision et celles de familles dans la même situation que la sienne sont ressenties dans le monde entier.

*« Après plusieurs années sans pluie, quelques voisins ont soutenu que nos arbres puisaient trop d'eau dans le sol. Nous les avons abattus. Nos récoltes ont périclité. Ma mère a fermé son étal au marché local et mon père et moi avons quitté la région des Midlands pour nous installer dans la vallée fluviale de Ruvu Mferejini. Mon frère a arrêté ses études pour aider la famille. Il est parti chercher du travail, mais ne gagne pas assez. Ma mère est restée à Bangalala pour que ma fille puisse aller à l'école, parce qu'il n'y en a pas dans la vallée. Mais là où nous nous sommes installés, la récolte de l'année dernière a, elle aussi, été mauvaise. Je suis donc repartie, en début d'année, mais sans mon père. J'espère cultiver ici les terres beaucoup plus longtemps, parce que je suis certaine que les personnes que j'ai laissées derrière moi avec mon père devront, elles aussi, déménager un jour. Mais quand cela cessera-t-il ? Je n'y arrive plus. »*

Maria n'est pas un cas isolé. Elle se trouve dans la même situation que celle des femmes du Darfour, du Mali, du Tchad ou d'Afghanistan avant que les conflits locaux autour de l'eau ou de la terre ne se transforment en guerre civile, en violences sexuelles ou en génocide. Et sa situation n'est pas particulière à l'Afrique subsaharienne où 500 millions de personnes vivent dans les régions rurales, pour l'essentiel de la terre, et où la désertification représente une menace constante. Le sort de plus de 1,5 milliard d'individus dépend de terres dégradées et 74 % d'entre eux, comme Maria, sont pauvres. Parmi les 194 pays Parties à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), cadre juridique international dans lequel s'inscrit la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et les effets de la sécheresse, 169 ont affirmé en être touchés.

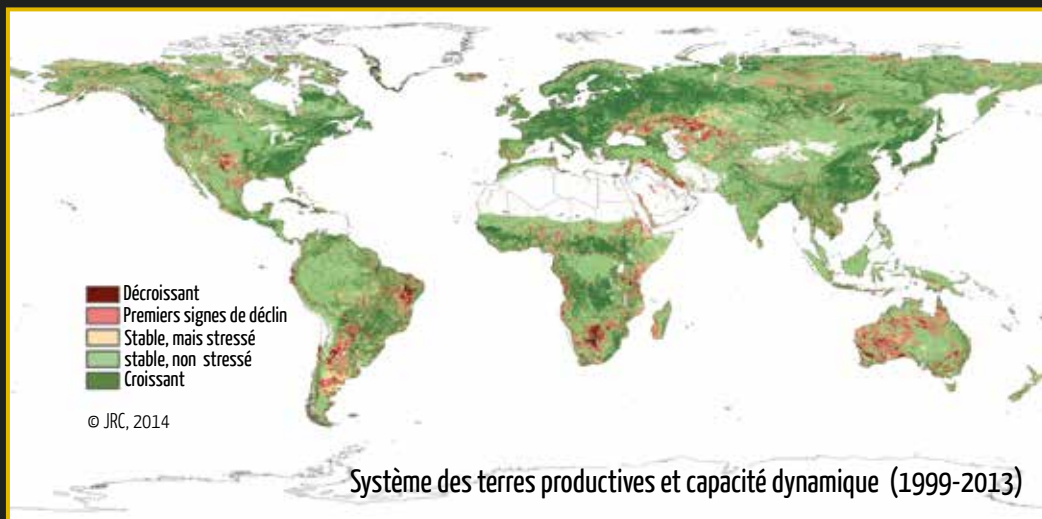
La désertification s'apparente à une crise silencieuse et invisible qui déstabilise les communautés à l'échelle mondiale. Alors que les effets du changement climatique menacent les moyens de subsistance des populations, des affrontements interethniques nationaux ou transfrontaliers éclatent et les états les plus fragilisés se militarisent alors pour tenter de contrôler la situation. Les conséquences de la désertification se font de plus en plus nettement sentir au niveau global, à l'heure où ses victimes endossent le statut de réfugiés, de populations déplacées et de migrants forcés, se radicalisent, se tournent vers l'extrémisme ou se lancent dans des guerres de ressources pour survivre. Si nous voulons restaurer la paix, la sécurité et la stabilité dans le monde, alors même que les conditions climatiques changeantes menacent la survie de populations toujours plus nombreuses, que les possibilités de survie diminuent et que les États sont dépassés, nous devons faire davantage pour lutter contre la désertification, enrayer la dégradation des sols et atténuer les effets de la sécheresse. Autrement, le seul choix qui restera pour nombre de petits exploitants et de communautés pauvres et dépendantes de la terre sera de fuir ou de se battre.

# (IN)SÉCURITÉ ALIMENTAIRE – EXPLOITER JUSQU'À L'EXTINCTION

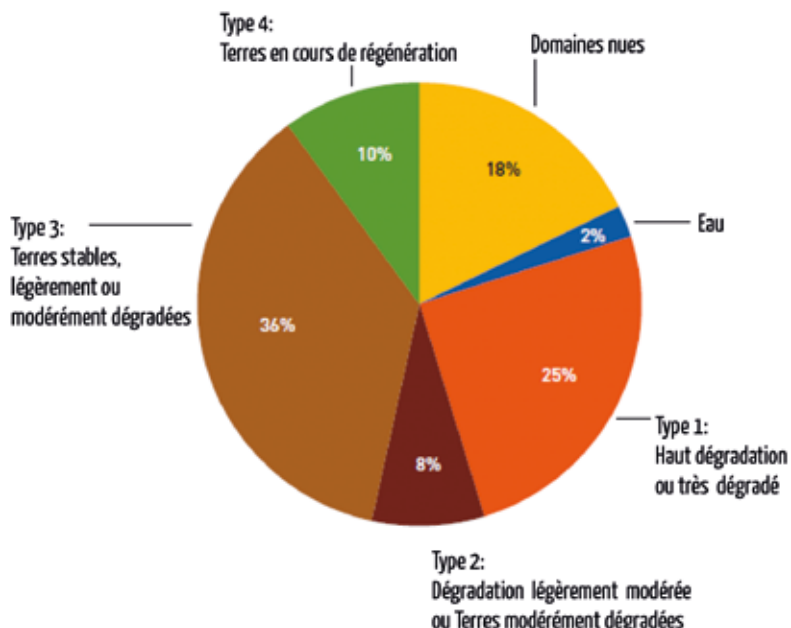


En 2008, l'insécurité alimentaire a déclenché des émeutes dans plus de 30 pays. Mais ce sont les communautés rurales comme celles de Bangalala, qui dépendent d'une agriculture pluviale, qui contribuent aussi à la sécurité alimentaire mondiale. Plus de 2 milliards de personnes dans le monde dépendent de 500 millions de petits exploitants. Les zones arides, qui représentent près de 34 % des terres émergées et sont l'une des principales sources de sécurité alimentaire, en particulier pour les pauvres, se détériorent jour après jour. Comment pourrions-nous répondre à la demande croissante de denrées et augmenter de 70 % la production alimentaire d'ici 2050 si les terres productives diminuent et que nous ne réagissons pas face à la désertification et aux défis climatiques qui y sont associés ?

- On estime qu'un total de 842 millions de personnes ou environ une personne sur huit dans le monde, a souffert de faim chronique en 2011-2013.
- 12 millions d'hectares de terres productives deviennent stériles chaque année du fait uniquement de la désertification et de la sécheresse, soit une perte potentielle de 20 millions de tonnes de céréales.
- Dans certains pays africains, la chute des rendements agricoles pourrait atteindre 50 % si les pratiques de production ne évoluent pas.
- Les populations pauvres consacrent entre 50 et 80 % de leurs revenus à l'alimentation.



La carte des terres productives et la /leur capacité dynamique de montrent 5 classes indiquant les zones de changement négatives ou positives ou la stabilité de la capacité productive des terres. Elles peuvent être interprétées comme un indicateur de changement ou de stabilité de la capacité apparente de la terre à maintenir l'équilibre dynamique de la productivité primaire dans les 15 années de période d'observation donnée (1999-2013).



Statut et tendances de la dégradation des terres à l'échelle mondiale

La dégradation des terres est un problème qui touche l'ensemble des régions et pas uniquement les zones arides et les pays en développement. Un tiers environ des surfaces agricoles sont fortement ou modérément dégradées. En raison de la pauvreté du sol en eau, les régions arides sont plus vulnérables aux destructions d'origine naturelle ou humaine.

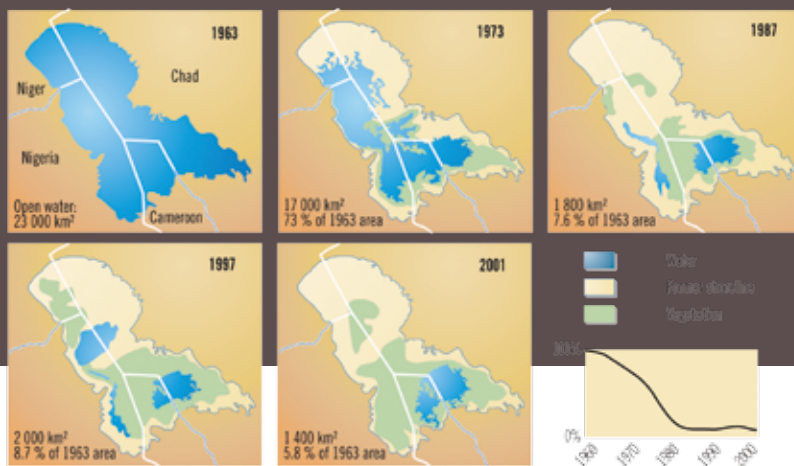
# (IN)SÉCURITÉ DE L'EAU – LA PÉNURIE D'EAU, SOURCE DE CONFLITS



L'augmentation du nombre de sécheresses et de crues éclaircies plus dévastatrices, plus fréquentes et plus étendues ravage le sol, principal réservoir d'eau douce de la planète. Les sécheresses tuent plus que toute autre catastrophe climatique et les conflits entre communautés liés à la pénurie d'eau prennent toujours plus d'ampleur. De la région de Bangalala au lac Turkana et au Darfour, du lac Tchad aux régions septentrionales du Mali, du Niger, du Tchad et de la République centrafricaine, les communautés migrent et se déplacent, parfois forcées, à la recherche de rares ressources en eau. Si nous ne réhabilitons pas les terres dégradées en les empêchant de se détériorer davantage, nous ne parviendrons pas à protéger les sols de l'impact du changement climatique, ni à reconstituer les sources souterraines afin de répondre aux besoins actuels et à venir en eau, à désamorcer les tensions ethniques ou à inverser les flux migratoires.

- Aujourd'hui, plus de 1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau et la demande augmentera de 30 % à l'horizon 2030.
- D'ici 2025, 2,4 milliards de personnes dans le monde risquent de vivre dans des zones connaissant des périodes de grave pénurie d'eau, ce qui pourrait déplacer jusqu'à 700 millions de personnes à l'horizon 2030.
- Collectivement, les femmes d'Afrique subsaharienne passent environ 40 milliards d'heures par an à collecter de l'eau.
- Entre 1991 et 2000, plus de 665 000 personnes ont péri dans 2557 catastrophes naturelles, dont 90 % avaient pour origine des événements associés à l'eau.
- 34 des 37 pays risquant de basculer dans une guerre en raison de l'absence de coopération transfrontalière sur la question des ressources hydriques déclarent être touchés par la désertification et la dégradation des sols.
- Seuls 3 pays dans le monde disposent d'une politique nationale de lutte contre la sécheresse.

Lac Tchad – diminution de la superficie totale en 1963, 1973, 1987, 1997 et 2001



Les conditions de vie des habitants de la région du lac Tchad, dont la survie économique dépend essentiellement de l'agriculture et de la pêche, sont menacées par le recul de ses berges. Exacerbée par de graves sécheresses récurrentes, la dégradation des terres causée par la déforestation et une gestion inadaptée des sols a asphyxié l'approvisionnement en eaux souterraines du lac.

Mer d'Aral – diminution de la superficie totale en 1960, 1990, 2000 et 2010



L'excès d'irrigation et la construction d'un réseau étendu de canaux et de digues ont entraîné une raréfaction des ressources en eau de la mer d'Aral en favorisant l'infiltration et l'évaporation, la dégradation des sols et de la végétation, l'expansion de la salinisation secondaire et la diminution de l'efficacité agricole dans ses oasis.

# CLIMAT – CHANGER LA FACE DE LA TERRE ET L'HUMANITÉ CHANGERA

L'évolution du climat modifie le visage de notre planète, avec des conséquences désastreuses pour tous ceux dont le sort dépend de la terre. Les zones de production alimentaire se déplacent, les récoltes sont mauvaises, le bétail se meurt et les bassins, lacs, rivières et nappes souterraines s'assèchent. De nombreuses régions agricoles dégradées voient le changement climatique s'ajouter aux défis préexistants, ce qui aggrave leur situation et pousse les populations dépendant de l'agriculture, du pastoralisme ou d'autres ressources naturelles à une migration forcée. Les ménages ruraux pauvres dépendant d'une agriculture pluviale sont les plus vulnérables à la sécheresse, car incapables d'en absorber les pertes. Les sécheresses ont favorisé les migrations, les conflits et l'émergence, par le passé, de mouvements sécessionnistes dans des pays comme l'Inde, le Bangladesh, la Mauritanie, le Sénégal, le Maroc ou l'Érythrée. Sans des mesures d'adaptation adéquates, la probabilité de voir augmenter les conflits et les migrations environnementales forcées progressera en même temps que la teneur en eau des sols chutera et que les terres deviendront de moins en moins fertiles.

- Entre 1900 et 2005, les précipitations ont chuté au Sahel, dans le pourtour méditerranéen, dans le sud de l'Afrique et dans certaines régions d'Asie méridionale.
- Les régions touchées par la sécheresse sont plus nombreuses depuis les années 1970, les épisodes observés étant plus intenses, plus longs et plus étendus, en particulier dans les latitudes tropicales et subtropicales.
- Entre 1950 et 1980, 10 à 14 % de la surface du globe était classée comme aride, pourcentage qui a atteint 25 à 30 % pour la période 2000 – 2010.
- La disponibilité moyenne des ressources en eau et des débits des rivières devrait diminuer de 10 à 30 % dans certaines régions arides, y compris dans les zones tropicales sèches.
- Le stress climatique représente 62,5 % parmi tous les facteurs de stress accélérant la dégradation des sols en Afrique.
- Les températures de saison au Sahel ont augmenté de 1,5 à 2,0 degrés Celsius alors que les épisodes de sécheresse et de pluies irrégulières sont plus fréquents depuis 40 ans.





# MIGRATION – FUIR OU SE BATTRE

Il est estimé que 135 millions de personnes sont menacées d'être déplacées à cause de la désertification. Le problème est plus important en Afrique sub-saharienne, particulièrement au Sahel et dans la Corne de l'Afrique. Pour les populations démunies, la migration est une entreprise hasardeuse, complexe et coûteuse. Souvent, c'est la dernière option dans la lutte pour la survie, mais nombreux sont les pauvres à n'avoir d'autre choix que de fuir leur terre. La perte de terres fertiles pousse les individus à faire des choix de vie risqués. Dans les zones rurales où l'on dépend d'espaces productifs rares, la dégradation des sols incite à la migration forcée. Voyant une pression considérable s'exercer sur leurs conditions de vie, les personnes comme Maria n'ayant que peu d'options pour survivre peuvent se sentir piégées. Si nous ne modifions pas la façon dont nous gérons les terres, les 30 prochaines années pourraient voir un milliard ou plus d'habitants pauvres et vulnérables n'avoir guère d'autre choix que de se battre ou de fuir.

- Environ 42 % de foyers augmentent leur mobilité saisonnière en cas de mauvaises récoltes, pendant que 17 % migrent pour des raisons liées à la destruction des récoltes et 13 % quittent définitivement leurs terres en cas de catastrophes climatiques telles que les sécheresses extrêmes
- D'ici 2020, il est estimé que 60 millions de personnes pourraient quitter les zones désertifiées d'Afrique subsaharienne pour aller en Afrique du Nord et en Europe.
- À l'horizon 2050, 200 millions de migrants environnementaux pourraient être déplacés de façon permanente.

La décision d'émigrer peut être influencée par le problème d'accès à la terre, pendant que la migration forcée révèle souvent une multitude de problèmes liés à la terre et à la propriété des terres dans les lieux de destination et, plus encore, dans les régions d'origine quand le moment du retour est venu. [Laura Thompson, Directrice générale adjointe, Organisation internationale pour les migrations]



# SÉCURITÉ NATIONALE – LA DÉTÉRIORATION



Nombre de conflits transnationaux actuels sont liés au contrôle et à l'allocation des ressources naturelles par les États. L'exposition d'une proportion croissante de personnes démunies à la rareté de l'eau et à la faim contribue à l'effondrement d'États fragiles et à l'émergence de conflits régionaux. La croissance économique, le développement et l'éradication de la pauvreté sont les piliers de la sécurité nationale et d'une paix durable. Dans la plupart des pays en développement, l'agriculture est une composante essentielle de ces processus, mais nombreux sont ceux qui voient leur produit intérieur brut agricole (PIBA) chuter à cause de la dégradation des sols. Toutefois, sans être en mesure d'exercer un quelconque droit sur leurs terres, les gens comme Maria ne sont pas encouragés à gérer celles-ci ou d'autres ressources naturelles de façon durable. Accorder à leurs utilisateurs le droit de posséder et d'utiliser les ressources dont ils dépendent peut inverser certaines tendances, affranchir les populations démunies de la pauvreté et créer les conditions nécessaires pour promouvoir la paix et une sécurité durable.

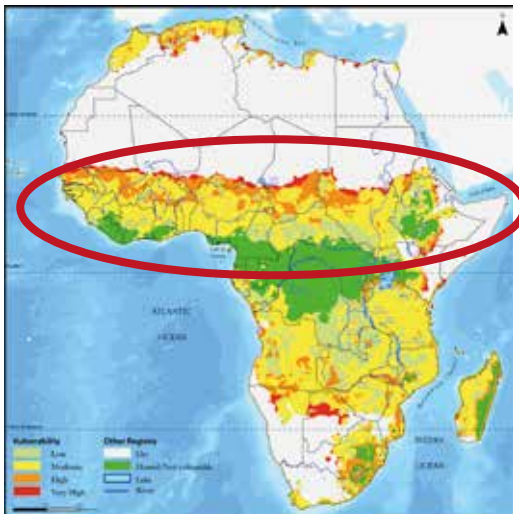
- Ces 60 dernières années, 40 % des conflits transnationaux ont été liés à la terre et aux ressources naturelles.
- Les simulations montrent que la chute à venir du PIBA pourrait atteindre 4 % en Inde, 20 % au Burkina Faso et jusqu'à 30 % au Mali.
- Dans 14 pays d'Amérique latine, les pertes estimées de PIBA oscillent entre 8 et 14 %.
- En moyenne, non seulement les exploitations agricoles détenues par les hommes sont plus étendues que celles des femmes, mais très peu d'entre elles contrôle la gestion de leurs surfaces agricoles, la fourchette allant de 5 % en Afrique du Nord et en Asie occidentale à 15 % en Afrique subsaharienne et 25 % en Amérique latine.
- En Afrique sub-saharienne, le défi combinant une démographie galopante, les demandes en ressources naturelles et les effets du changement climatique (particulièrement la sécheresse) sur les denrées alimentaires et la disponibilité de la ressource eau mènera probablement à des tensions, qui pourraient conduire à des conflits.

# L'INACTION OU COMMENT ALLER DROIT VERS LE CHAOS ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE INTERNATIONAL

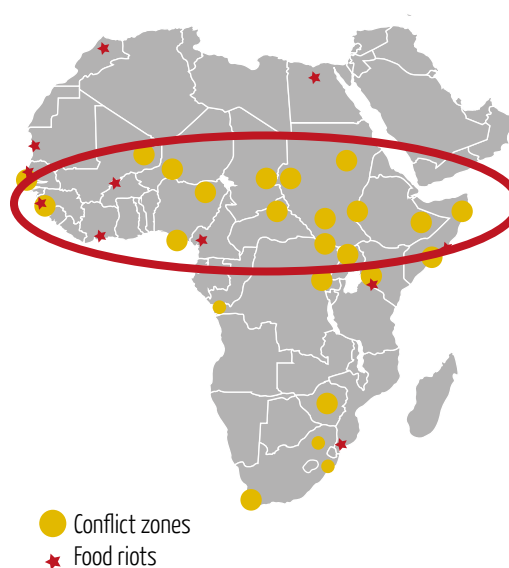
Les pays dont les structures économiques et politiques sont affaiblies ne peuvent répondre ou réagir suffisamment vite aux différentes exigences émanant de milliers de communautés comme celle de Bangalala, dont la survie est menacée sur plusieurs fronts. Dans le même temps, la migration forcée, équivalente à une stratégie de diversification pour ces communautés et, plus souvent d'ailleurs, dernier recours pour survivre, est rendue de plus en plus difficile par l'instabilité politique qu'elle génère dans nombre de pays d'accueil. Les communautés vulnérables deviennent ainsi les proies faciles des agents radicalisation, de l'extrémisme politique, de dissensions et de conflits. Ceci permet en outre aux têtes pensantes à l'œuvre d'agir simultanément dans plusieurs pays et de générer une instabilité politique au niveau international. Ces pressions pourraient augmenter au fur et à mesure que la population croît. Ne pas être en mesure de combattre la désertification parallèlement au changement climatique et la pauvreté mène droit au chaos politique et économique.

- En 2007, 80 % des principaux conflits armés ayant un impact sur les sociétés se sont déroulés dans des écosystèmes arides et vulnérables.

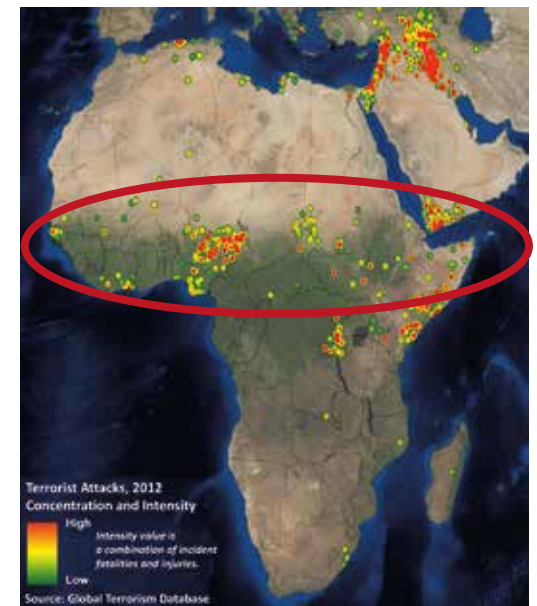
Vulnérabilité à la désertification en Afrique (2008)



Conflits et émeutes de la faim en Afrique 2007-2008



Attentats terroristes en 2012



Ces trois cartes du continent africain montrent nettement que, par le passé, les attentats terroristes, les émeutes de la faim et d'autres conflits se sont concentrés dans les zones vulnérables à la désertification.

# PROTÉGER LES TERRES PRODUCTIVES – PRÉSERVER LA PAIX ET LA STABILITÉ

La désertification ne mène pas toujours aux conflits. Mais c'est un amplificateur du déplacement des populations, de la migration forcée, la radicalisation, l'extrémisme et la violence. La Stratégie de sécurité nationale américaine identifie le changement climatique comme l'un des grands défis mondiaux à même de multiplier les conflits sur les réfugiés et les ressources ainsi que les épisodes de sécheresse et de famine, générateurs de souffrance, et d'aggraver les catastrophes naturelles dévastatrices et la dégradation des sols partout dans le monde. Avec 20 années de recul, il apparaît qu'investir dans des solutions concrètes, qui transformeront les conditions de vie et réduiront la vulnérabilité de communautés comme celle de Maria, reviendrait moins cher et serait plus efficace qu'investir dans des forteresses, des guerres ou des plans d'aide.

## Des pratiques durables d'exploitation des sols

A elle seule, Convention cite plus de 250 techniques de gestion durable des terres (GDT) permettant de lutter contre la dégradation des sols et de renforcer leur résilience à la sécheresse et au changement climatique. Les exploitants chinois, par exemple, ont accès à plus de 1000 pratiques de GDT. Ces méthodes sont abordables et pérennes. Associées aux incitations adéquates, elles peuvent être largement et rapidement diffusées auprès des exploitants, parmi lesquels des communautés comme celle de Bangalala.

## Expérience

Au Niger, où certaines pratiques de GDT sont appliquées, la réhabilitation d'un hectare dégradé revient entre 25 et 65 USD. L'aide humanitaire de 161 millions USD fournie au Niger en 2011 aurait pu permettre la consolidation de 3 à 7 millions d'hectares, dans un pays où la surface arable totale s'élève à 15 millions d'hectares.

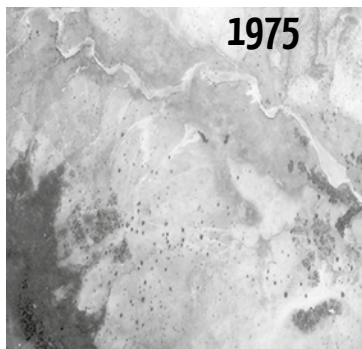
À Harshin en Éthiopie, le coût de fourniture de 5 litres d'eau pendant 5 mois à 80 000 personnes déplacées par la sécheresse de 2011 a été estimé à 3 millions USD. Réhabiliter l'ensemble des systèmes locaux d'approvisionnement en eau non opérationnels a été chiffré à 900 000 USD, soit moins d'un tiers. Dans certaines zones de la région de Batodi au Niger, la mise en place de pratiques de GDT a considérablement amélioré l'accès à l'eau et la résistance à la sécheresse. Les niveaux des

aquifères souterrains épuisés ont augmenté de 14 mètres. Les femmes qui souffraient auparavant comme Maria vont aujourd'hui s'approvisionner dans des puits qui sont à une demi-heure et non une demi-journée de leur foyer. Leurs familles sont moins vulnérables à la sécheresse et les migrants sont revenus.

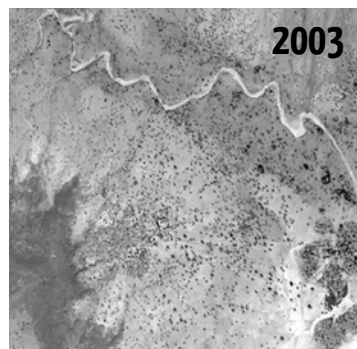
- Les petits agriculteurs gèrent plus de 80 % des quelque 500 millions de petites exploitations dans le monde et fournissent plus de 80 % de la nourriture consommée dans une grande partie des pays en développement.
- L'agriculture pluviale est pratiquée sur 80 % des surfaces arables.



## L'agriculture reboise la région de Galma au Niger, 1975 et 2003



En 1975, date de la pire sécheresse s'étant jamais abattue sur le Niger, presque aucun arbre ne poussait dans la région de Galma.



En 2003, la région de Galma affiche une densité de plantation élevée, malgré une population en hausse et une urbanisation galopante. Ces arbres ont été plantés par les communautés locales, afin de lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse.



# INVESTIR DANS DES INITIATIVES DE RÉHABILITATION À GRANDE ÉCHELLE



Les effets du climat sur la terre se font ressentir aux niveaux des écosystèmes et des paysages. C'est pourquoi les efforts des individus et des communautés visant à réhabiliter les sols auront une efficacité optimale s'ils s'intègrent à une initiative nationale ou régionale de préservation et de réhabilitation des paysages. Les interventions à grande échelle ont de multiples bienfaits qui vont bien au-delà des frontières nationales et régionales.

## Expérience

Le projet de « Three North Shelterbel » est une initiative chinoise visant à réhabiliter plus de 90 millions d'hectares de terres désertifiées et dégradées dans le nord du pays. L'initiative est assortie d'objectifs clairs et fait partie du Plan national de développement économique et social. Outre la récupération de terres productives et l'assainissement de nappes phréatiques, ce programme de boisement prévoit la capture de plusieurs tonnes de carbone atmosphérique et devrait, sur le long terme, mettre un terme aux tempêtes de poussière qui s'étendent de Pékin au Japon et aux États-Unis en passant par la péninsule coréenne.

- Plus de 2 milliards d'hectares pourraient être réhabilités grâce à ces approches associant des activités sylvicoles à une agriculture de végétalisation.
- La réhabilitation de plus de 5 millions d'hectares par les communautés vivant au Burkina Faso, au Niger et au Mali a inversé les flux migratoires sortants.

Bien que les zones arides soient particulièrement exposées à la sécheresse et à la désertification, elles demeurent cruciales à la sécurité alimentaire de notre planète. Elles abritent des espèces végétales et animales précieuses et essentielles à l'adaptation et à la résilience de l'humanité au changement climatique. Les impacts de la sécheresse sont les plus évidents en termes de pertes humaines et de chute de la production agricole mais ils génèrent également des répercussions importantes sur d'autres secteurs de l'économie. Les épisodes de sécheresse ne doivent pas impérativement être meurtriers ou entraîner le déplacement ou la migration forcée de populations, même dans les zones arides. La mise en place de politiques nationales et régionales permettrait aux pays et aux régions concernés de prévenir les impacts de la sécheresse, de réagir en cas de crise et de gérer efficacement ce phénomène. Ces efforts doivent être associés à des systèmes d'assurance contributifs volontaires et à des mécanismes de transfert du risque conçus pour les communautés vivant dans les régions vulnérables. Les systèmes actuels d'aide en cas de sécheresse pourraient récompenser une piètre gestion des ressources et léser les planificateurs proactifs démunis d'un mécanisme de soutien adapté.

## Expérience

En 2012, l'État du Ceará au Brésil a connu la pire sécheresse de ces cinquante dernières années. Toutefois, les communautés qui, par le passé, avaient souffert de ses effets étaient devenues résilientes. Elles n'ont pas endommagé leurs terres en les exposant à l'érosion ou à une surexploitation. Attentives aux alertes précoces, elles n'ont pas investi dans leur culture et ont vendu leur bétail avant l'arrivée de la sécheresse. Lorsque les premiers effets se sont fait sentir, les foyers ont reçu une prime de dédommagement mensuelle au titre du régime d'assurance auquel ils avaient tous contribué. L'eau a été fournie à partir de réservoirs bâtis et réglementés par l'État, dont le niveau était contrôlé en temps réel. Toutes ces mesures ont aidé les autorités à réagir avec efficacité et les populations vulnérables à survivre à l'une des pires sécheresses jamais enregistrées. Un récent projet pilote conduit au Malawi montre que les régimes d'assurance contre les sécheresses destinés aux populations vulnérables constituent un mécanisme viable et pratique dans le cadre des efforts d'adaptation et de renforcement de la résilience.

- 50 % de l'élevage mondial se concentre dans les zones arides.
- Aujourd'hui, une culture sur trois, y compris celle de l'avoine, de l'orge, de la tomate, de la pomme de terre, du chou et du safran, trouve son origine dans les zones arides et nombre d'espèces sauvages apparentées s'y trouvent encore.
- Le coût de l'aide alimentaire et non alimentaire apportée à 10 pays d'Afrique méridionale suite à la sécheresse de 1991 – 1992 a dépassé 950 millions USD.
- L'enveloppe totale nécessaire pour développer des infrastructures hydrauliques adéquates en Afrique subsaharienne est estimée à 15 milliards USD.

# RÉFORMES INSTITUTIONNELLES



Des mesures incitatives ingénieuses s'imposent si nous voulons faire évoluer les pratiques actuelles dans les zones vulnérables à la désertification et à la sécheresse. Il faut décourager les modalités d'exploitation des sols qui les dégradent ; accélérer l'adoption de pratiques durables d'exploitation des terres ; planifier la gestion de la sécheresse ; harmoniser les actions et aligner les politiques entre ministères et agences compétents pour les questions liées aux sols ; renforcer et simplifier les droits à la terre ainsi que les investissements dans les ressources naturelles ; et encourager les politiques de lutte contre la sécheresse et les mécanismes d'adaptation au climat et de promotion de la résilience.

## Expérience

En Israël, un fonds a été mis en place pour dédommager les exploitants pour la partie de la récolte qu'ils pourraient perdre en adoptant des pratiques durables de gestion des sols. Début 2013, soit quatre ans après la création du fonds, aucune demande de dédommagement n'avait été déposée par les exploitants ayant adopté des pratiques de GDT.

L'abattage d'arbres dans le but de produire du charbon et du bois de chauffage est le principal moteur de la dégradation des sols en Afrique. Dans certaines régions de l'Ouganda, les femmes ne se sentent pas obligées de planter des arbres parce qu'elles n'en détiennent pas la propriété, même s'ils se trouvent sur l'exploitation familiale. Au Niger, une fois que le gouvernement a garanti la propriété des arbres à ceux qui les avaient plantés, l'agroforesterie et le boisement se sont développés parmi les femmes, les sans terre et même sur les espaces communaux.

- Dans les pays en développement, accorder aux femmes le même accès aux ressources agricoles que les hommes augmenterait le rendement des exploitations de 20 à 30 % et la production agricole totale de 2,5 à 4 %.



La terre est notre capital naturel. Mais les sols sains et productifs s'amenuisent à grande vitesse, tout comme les mécanismes d'adaptation traditionnels utilisés par plus d'un milliard de personnes comme Maria, qui dépendent de terres dégradées et vivent dans des pays pauvres ou fragilisés. Si nous protégeons les terres productives, nous protégeons aussi les moyens de subsistance des foyers qui en dépendent ; nous accordons une plus grande place à l'agriculture pour la croissance et le développement économique des pays ; nous évitons que le tissu social ne se détériore ; et nous renforçons les systèmes politiques de démocraties naissantes. Agir en amont revient bien moins cher que les politiques d'aide et les interventions militaires face aux crises politiques dues à la désertification et à la sécheresse, provoquées par le changement climatique.

La communauté internationale est actuellement en train de fixer les futurs objectifs en matière d'éradication de la pauvreté et de promotion du développement durable. L'éradication de la pauvreté est particulièrement difficile parmi les populations touchées par la désertification, qui sont aussi confrontées à la pénurie d'eau et de nourriture. Ce sont elles qui doivent être au cœur des Objectifs de développement durable et de l'Agenda de développement post-2015. Accroître leur bien-être revient à augmenter le nôtre, à améliorer notre sécurité et à garantir la stabilité de notre planète aujourd'hui et demain.



# RÉFÉRENCES ET SOURCES DE DONNÉES



2014, United Nations. The Millennium Development Goals Report 2014  
2013, UNCCD. White Paper 1: Economic and Social Impacts of Desertification, Land Degradation and Drought. 2nd UNCCD Scientific Conference, 9-12 April 2013  
2013, WMO. Climate Change and Desertification  
2013, Strategic Foresight Group. Water Cooperation for a Secure World  
2013, IFAD. Smallholders, Food Security and the Environment  
2013, International Organization for Migration. The State of Environmental Migration 2013  
2012, Oxfam International and Save the Children UK. A Dangerous Delay. Joint Agency Briefing Paper  
2011, ISDR. Global Risk Assessment Report 2011  
2011, UNEP. Livelihood Security; Climate Change, conflict and migration in the Sahel  
2011, FAO. State of Food and Agriculture 2010-2011  
2010, GEF –STAP. Report of the Scientific and Technical Advisory Panel to the Fourth GEF Assembly  
2010, The White House. National Security Strategy. Washington, May 2010. Available at: [http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/rss\\_viewer/national\\_security\\_strategy.pdf](http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/rss_viewer/national_security_strategy.pdf)  
2009, WFP. <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp204445.pdf>  
2009, UNESCO. United Nations World Water Development Report 3  
2009, WOCAT and UNCCD. Benefits of Sustainable Management

2009, UNIFEM. Progress of World's Women. Who Answers to Women? Gender and Accountability  
2009, UNEP. From Conflict to Peacebuilding. The role of natural resources and the environment  
2009, UNCCD. Climate Change in the African Drylands: Options and Opportunities for Adaptation and Mitigation  
2009, Global Humanitarian Forum  
2007, IPCC. Fourth Assessment Report  
2006, UN. UN Secretary-General Kofi Annan's message on the World Day to Combat Desertification  
2005, UNEP. Millennium Ecosystem Assessment  
2005, WMO. Climate and Land Degradation, WMO-No. 989, p11, citing USDA-NRCS  
2002, Myers, N. Environmental refugees: a growing phenomenon of the 21st century. Philosophical Transactions: Biological Sciences, 357 (1420), 609-613  
2000, Government of Niger. National Environment Programme for Sustainable Development  
<http://www.globalhumanitarianassistance.org>  
<http://www.hmndp.org>  
<http://www.ifad.org/english/water/key.htm>  
<http://www.ifad.org/hfs/facts.htm>  
<http://www.unwater.org/downloads/unwaterseries.pdf>  
2003, UNCCD. Sub-Regional Action Programme (SRAP/CD) for the Central Asian countries on combating desertification within the UNCCD context.



## Cartes et graphiques

p. 3: European Commission Joint Research Centre (2014)

p.3: Statut et tendances de la dégradation des terres à l'échelle mondiale: FAO 2007

p. 5: Lac Tchad – diminution de la superficie totale en 1963, 1973, 1987, 1997 et 2001: Philippe Rekacewicz, UNEP/GRID-Arendal ,[http://www.grida.no/graphicslib/detail/lake-chad-decrease-in-area-1963-1973-1987-1997-and-2001\\_641b](http://www.grida.no/graphicslib/detail/lake-chad-decrease-in-area-1963-1973-1987-1997-and-2001_641b)

p. 5: Mer d'Aral – diminution de la superficie totale en 1960, 1990, 2000 et 2010 : Maps of World <http://www.mapsofworld.com/pages/world-trivia/aran-sea-map/>

p. 9: Vulnérabilité à la désertification en Afrique(2008) : UNEP, Atlas of Our Changing Environment, <https://na.unep.net/atlas/africa/book.php>

p. 9: Conflits et émeutes de la faim en Afrique 2007-2008: Graphic created using data of United States Department of State, Map of Africa: Conflicts Without Borders - Sub-national and Transnational Conflict-Affected Areas, January 2007 - October 2008, November 2008, available at: <http://www.refworld.org/docid/49256ff12.html> [accessed 7 January 2014]

p. 9 : Attentats terroristes en 2012: National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START). (2012). Global Terrorism Database, GTD 2012 World Map, Retrieved from <http://www.start.umd.edu/gtd> [accessed 7 January 2014]

p. 11: L'agriculture reboise la région de Galma au Niger, 1975 et 2003: Photo provided courtesy of Gray Tappan, U.S. Geological Survey - EROS (Earth Resources Observation and Science Center), USA

## Photos

Cover: UN Photo/John Isaac

Cover back: José A. Warletta/ [www.sxc.hu/browse.phtml?f=view&id=77971](http://www.sxc.hu/browse.phtml?f=view&id=77971)

p. 2: Jason McKim, [www.flickr.com/photos/jasonmckim/2676104654/](http://www.flickr.com/photos/jasonmckim/2676104654/)

p.4: Chetan Soni /UNCCD Photo contest 2009

p. 6: Pravin Barnale/UNCCD Photocontest 2009

p.7: UN Photo/Logan Abassi

p. 8: UN Photo/Clara Padovan,

p. 10-11: UN Photo/Marco Dormino

p. 12 Xinhua News Agency

p.14:UN Photo/ Martine Perret

p.15: Vasant Dave/ [www.sxc.hu/browse.phtml?f=view&id=880179](http://www.sxc.hu/browse.phtml?f=view&id=880179)

p. 16-17 UN Photo/ Eskinder Debebe

© 2014 Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification

ISBN: 978-92-95043-75-6

Deuxième édition



Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD)

UN Campus, Platz der Vereinten Nationen 1, 53113 Bonn, Allemagne

Adresse Postale: CP 260129, 53153 Bonn, Allemagne

Tél. +49 (0) 228 815 2800

Fax: +49 (0) 228 815 2898/99

Courriel: [secretariat@unccd.int](mailto:secretariat@unccd.int)

Site web: [www.unccd.int](http://www.unccd.int)